

SAMEDI 3 JUIN 1989

PORTE DE VERSAILLES

discours de Pierre Mauroy

Citoyens, Citoyennes,

Chers Amis, Chers Camarades,

Parlons de l'Europe. Parlons en directement et clairement, comme le fait depuis plusieurs semaines Laurent Fabius en développant les thèmes de sa campagne. Une bonne campagne. Une campagne sur le fond des problèmes. Une campagne qui avec vous, avec votre participation active, fera mouche.

Nous socialistes, nous n'avons pas à nous forcer pour parler de l'Europe. Le socialisme est né de l'internationalisme. Son champ, c'est l'Europe.

Nous socialistes, nous n'avons pas à hausser le ton car nous ne sommes pas les ouvriers de la 11ème heure. Si nous savons reconnaître les dangers d'une Europe libérale, nous n'agissons pas pour autant le taffetas noir de l'épouvantail européen.

Car nous savons ce que nous voulons, l'Europe des travailleurs et du progrès social. Le socialisme ne nous oppose pas à l'Europe et l'Europe ne doit pas nous opposer au socialisme.

Cette réunion est d'ailleurs placée sous le sigle de l'Europe. Depuis jeudi se sont rassemblés les élus socialistes et républicains pour participer avec des ministres, des chefs d'entreprises, des animateurs sociaux et culturels à des forums sur le thème de la "Ville au Quotidien, l'Europe c'est l'Heure".

L'Europe c'est l'Heure, mais l'Heure est aussi au socialisme européen.

Vous avez entendu le Président de l'Union des Partis Socialistes Européens, notre ami Belge Guy Spitaels à qui j'adresse mes remerciements pour sa présence et un message de sympathie des socialistes français pour son action.

Vous avez entendu aussi Neil Kinnock, Président du Labour party, qui s'est exprimé au nom des travaillistes britanniques. A Neil va notre sympathie et j'y ajoute notre espoir que le lien fixe transmanche facilite non seulement la circulation des personnes et des marchandises mais accélère aussi la circulation des idées pour qu'à l'unisson, nous, socialistes français et travaillistes britanniques, gouvernions nos pays respectifs.

Vous avez entendu Oskar Lafontaine, le Président Sarrois qui représente le SPD dont il est le Vice-Président. Nous suivons avec plaisir les progrès dans l'opinion allemande des idées dont son parti, dans la lignée de Willy Brandt et de Hans Vogel, s'est fait le messenger. Nos remerciements amicaux vont à Oskar pour sa présence, son action et nous lui adressons pour son parti tous nos vœux de succès.

L'Europe est notre histoire, notre réalité. Elle est notre certitude. Elle sera notre avenir. Mais entendons-nous ! La CEE, pour nous, a des ambitions qui vont bien au-delà d'un fatras de directives ou d'un va-et-vient de Conseils nocturnes. L'Europe qui s'offre à nos regards fait trop souvent écran au travail souvent difficile et toujours remarquable qu'effectue Jacques Delors.

Nous sommes européens par conviction. Mais aussi par défi. Défi au passé et à l'Histoire. N'oublions jamais que l'Europe s'est construite sur les décombres de la guerre et avec l'enthousiasme d'une génération brisée.

L'Europe, camarades, songez-y c'est ce monument qui à Berlin clôt la principale artère : la flèche en ruine de la cathédrale détruite est toujours là, mais enchâssée dans une architecture de verre. Le présent s'y est installé, sans faire oublier complètement l'outrage du passé. L'ensemble ressemble à notre défi.

Oui, il reste - et il doit rester - dans cette Europe que nous avons déjà largement construite, les signes d'une amère victoire de la raison contre la barbarie des hommes. A ceux qui trouveraient le discours sur l'Europe ennuyeux et monotone, je rappellerai que cet enjeu premier de la guerre ou de la paix a été payé de trop de sang et de larmes. Et dans chacun de nos pays !

Voudrions-nous l'oublier, que la charge des événements nous en dissuaderait. L'holocauste reste dans toutes les mémoires, et il pèse sur nos consciences d'hommes libres.

Le procès Barbie l'a rappelé pour les nouvelles générations. Et c'est aujourd'hui le criminel Paul Touvier qui surgit des brumes du passé pour nous remémorer notre histoire commune.

Mais que personne ne se trompe. Ce passé, nous ne l'évoquons pas par un quelconque masochisme. Mais au nom de l'amitié, celle qui unit les peuples d'Europe et dépasse l'immense tragédie qu'ils ont subie.

Quant à ceux qui, inconscients de l'Histoire, injurient l'avenir en déployant les cinq lettres ordurières d'un mot dérisoire, nous leur répondrons par six lettres de feu et d'espoir : EUROPE

Et nous condamnons tous ceux qui directement ou indirectement faciliteront l'arrivée au Parlement Européen de l'homme aux cinq lettres.

Et nous fustigeons plus encore ceux qui sournoisement multiplient à l'instant même les amendements au projet de Loi Joxe. Ils prêtent ainsi la main à ceux qui veulent banaliser le discours de haine et d'incompréhension dont la Loi Pasqua constituait le triste symbole.

Le Pen puisqu'il s'agit de lui n'a pas sa place à Strasbourg. Sauf pour rappeler ce qu'en aucun cas nous ne voulons revoir. Ses bravades sont insupportables en France. Elles sont plus intolérables encore au niveau de l'Europe.

Cette Europe d'hier, prolongée en Espagne et au Portugal par des dictatures meurtrières, plus tard encombrée d'un totalitarisme anachronique en Grèce, il est de notre responsabilité historique de la transformer et de l'amener là où nous la rêvons : une puissance forte, libre, démocratique, exemplaire.

Comment une Europe surgie des arpens d'une histoire troublée pourrait-elle être monotone ? Comment une Europe qui a la Paix pour premier enjeu pourrait-elle être vécue médiocrement ? Comment une Europe qui affirme la démocratie comme principale conquête pourrait-elle susciter de l'indifférence ? Et comment aujourd'hui une Europe qui se donne la justice sociale comme horizon pourrait-elle ne provoquer, qu'un élan tiède, qu'une faible participation ?

Le choix est bien entre une vague zone de libre échange agrémentée de quelques transferts financiers, et un véritable espace économique commun, condition de la force de l'Europe.

L'acte unique, c'est en une phrase, l'obligation de réaliser simultanément le grand marché sans frontière, plus de cohésion économique et sociale, une politique européenne de la recherche et de la technologie, le renforcement du système monétaire européen, l'amorce d'un espace social et des actions significatives en matière d'environnement.

Evidemment l'Europe demande beaucoup de convictions et de cohésion. Nous avons, nous, cette conviction et cette cohésion.

Quant à la droite, elle mène sa campagne à hue et à dia. Faut-il rappeler que pour aboutir au rassemblement unique, la droite à besoin d'au moins deux listes.

Elle s'exprimerait en chœur ? Ecoutez-les au Parlement : Bosson invoque l'Europe, en sautant comme un cabri. Lamassoure construit l'Europe sans Etats. Quant à Juppé c'est l'Europe, oui mais à reculons.

Voilà le spectacle que la droite nous donne. Et d'ailleurs nous ne le vivons pas si mal. Les rénovateurs sont chagrins. Pasqua ronge son frein. Lecanuet ironise, Seguin conforte par un silence bavard l'échec des rénovateurs.

Le chœur n'est pas très coordonné. C'est même la cacophonie ! Cacophonie surtout parce que la droite ne joue pas sa partition. Elle chante faux son air européen, ou plutôt elle hésite entre deux airs.

Le plus souvent, le thème du discours, c'est l'Europe promise, sans aspérité. C'est l'Europe douceuse. Au fond, la campagne de la droite c'est un diabolo menthe avec du sucre et un peu d'eau mais pas beaucoup de goût. Un zeste de marché unique. Une pincée de système monétaire. Un grain de politique technologique. Et pour faire bonne mesure une grande rasade d'Europe sociale!

Je dis bien d'Europe sociale, dont la droite parle toujours sans la définir jamais. Ce qui lui évite d'avouer qu'elle en rejette tout son contenu, des Conventions Collectives Européennes à la reconnaissance généralisée des institutions représentatives du personnel.

Mais le naturel revient au galop dès que la droite durcit le ton. Déjà, Monsieur Giscard d'Estaing nous suggère par quelques phrases habiles que le diabolo menthe cache un peu de vitriol. Je l'entends formuler à mi-voix une conception de l'Europe pas si libérale qu'en apparence.

Voilà qu'il nous offre une Europe moins accueillante aux travailleurs étrangers. Voici que le discours se ferme dès qu'il s'agit de relancer sérieusement le dialogue social au niveau européen. Voici que surgit une Europe bien connue de nous, qui ressemble fort à l'Europe du capital.

L'Europe que nous voulons c'est celle des citoyens et des travailleurs et pas seulement celle des tapis verts des conseils d'administration.

A Madame Veil nous reconnaissons la continuité du discours, et même un certain talent de conviction. Qu'elle nous accorde cependant le droit de lui prédire la continuité de ses efforts dans l'impuissance. Rappelez-vous de sa présidence du Parlement Européen, comment les idées généreuses peuvent se fracasser à la paroi lisse ou rugueuse des intérêts de ceux là mêmes qui l'avaient portée à ce poste. L'Europe ne supportera pas de faux-semblants : il faut choisir.

En réalité depuis quinze ans, la droite française nous a habitués en matière de discours européens à des rebondissements dignes des scénarios de série "B". La présidence de Monsieur Giscard d'Estaing ne fut tout de même pas si européenne.

Il est vrai que Monsieur Chirac depuis l'hôpital Cochin ne lui permettait guère d'exprimer les propos qu'il nous tient aujourd'hui. La dernière "heure de vérité" de Giscard aurait sans doute en 1979 provoqué la chute du gouvernement de Raymond Barre.

Mais comment en vouloir à Jacques Chirac d'être un miraculé de l'Europe ? Comment en vouloir à Monsieur Giscard d'Estaing de vouloir faire pour l'Europe ce qu'il n'a pas fait pour la France ? Comment en vouloir à Madame Veil de penser tout haut ce que ses amis rejettent à voix basse ?

En fait la droite cherche au travers de l'Europe à se refaire une santé. Elle a perdu le pouvoir politique en Espagne et en France. Elle est menacée en Allemagne. Les socialistes italiens ont pour eux-mêmes et leur pays de grandes ambitions. Et chacun se rend compte que Madame Thatcher a mené la Grande Bretagne à une impasse sociale et sans doute engagé un processus de décomposition de ce qui faisait l'originalité du monde anglo-saxon : la tolérance.

Pourquoi ne pas accepter l'évidente vérité de la crise du libéralisme ? Chacun a vu de 1986 à 1988 que sous le vernis libéral se cachait l'aggravation des inégalités, des injustices, proie facile de tous les élitismes.

La droite voudrait reprendre le dessus en Europe ? Qu'elle dise franchement comment ? Et si elle veut nous tromper avec le vernis des mots , que les citoyens entendent au moins le vrai discours européen de la droite, celui qui est effectivement tenu par les hommes de droite et que l'on veut nous cacher.

Ce vrai discours européen, vous le trouverez dans les propos de Monsieur Périgot répondant il y a quelques semaines à Anne Sinclair par une analyse d'une stupéfiante sincérité.

Oui, disait-il, nous sommes pour l'Europe. Mais nous jugerons la politique européenne du gouvernement à sa capacité de diminuer les charges des entreprises françaises et le coût de la protection sociale. L'Europe de Monsieur Périgot, c'est donc l'outil d'une régression sociale. Il s'agit de franchir les frontières pour contourner les syndicats. L'Europe devient ainsi la zone franche de toutes les inégalités. Cette Europe là n'est pas la nôtre.

Ce vrai discours européen de la droite écoutez-le dans certains cénacles d'experts, ou dans certains rapports. J'ai la semaine dernière un peu involontairement contribué à donner à un rapport du FMI une publicité qu'il ne méritait pas. Mais enfin, écoutez un peu les jugements qu'il portait sous couvert de neutralité et de technicité sur les comportements des Français.

Que nous dit en effet le FMI ? S'appuyant sur le fait que la redistribution sociale dans le revenu des Français est passée de 44% en 1970 à 62% en 1987, il conclut à l'exagération qui contribue à augmenter la consommation et à diminuer le taux d'épargne. Est-ce grave ? Oui, répondent ces experts, car cela "décourage les efforts des salariés pour augmenter leurs revenus, encourage les fraudes fiscales, incite certains à l'inactivité, pèse sur les entreprises, nuit à l'investissement".

Si l'on décode cette analyse, cela revient à prôner le saut sans filet dans l'économie hyper libérale.

Alors me direz vous, puisque cette Europe menace d'être l'Europe du capital, ne faisons pas l'Europe. Replions nous sur notre confort national. Après tout la Suède n'a-t-elle pas bâti un miracle économique sur son isolement ? La France ne dispose-t-elle pas d'un réseau international ? De solidarités formées par la langue et l'histoire? Qu'avons-nous besoin de l'Europe pour exister ?

Et bien, je vous répondrai, ce n'est tout de même pas si simple! La valeur de l'engagement européen est plus que jamais d'actualité. Le monde du XXIème siècle sera celui des Etats à la taille des continents. La démographie imprime à la politique un cours différent. La CEE avec ses 320 millions d'habitants reste une petite puissance comparée aux 700 millions d'habitants de l'Inde. Le seul Bangladesh regroupe 70 millions d'habitants ! L'explosion des naissances au Brésil en fera demain une puissance d'une taille considérable par rapport à ce que représenteront chacun de nos Etats européens.

Mais bien plus encore l'Europe est attendue parce qu'elle unit des Etats liés par une culture qui donne la prééminence à l'homme. Il suffit de voyager dans le Tiers-monde pour voir quel espoir suscite l'Europe.

Ne parlons pas de l'Europe comme d'un aboutissement : elle est un chemin. Mais ne parlons pas de l'Europe non plus comme d'un commencement. Il n'y a plus de retour possible. Et toute immobilisation serait en fait régression.

Régression si nous n'avancions pas dans le sens du marché unique. Tout simplement parce que des millions d'emplois en dépendent. Jacques Delors a chiffré le coût possible d'une non Europe : moins de croissance, moins d'investissements, moins d'emplois.

Régression si nous rejetons l'idée de politiques communes en matière industrielle, scientifique, technologique. L'Europe des télécommunications, l'Europe des biotechnologies, l'Europe de la conquête spatiale ne sont pas seulement des options opportunes : elles sont la condition même, pour que chacun de nos Etats existe dans ces domaines.

Régression si nous ne mêlions pas nos cultures. Si nous ne trouvions pas dans les mots, les musiques, les arts, les formes d'expression qui se réfèrent à une histoire et à une culture largement communes.

C'est de cette conviction que doit naître la force d'affronter les défis à venir. L'Europe n'avancera pas sans crises. Et dans son histoire le dénouement de chaque crise s'est trouvé porteur d'évolutions neuves. S'il faut mener un débat idéologique sur le modèle européen comme voudrait nous y convier Madame Thatcher, nous le mènerons. Et d'ailleurs, c'est ce que fait Laurent Fabius dans cette campagne.

Ma conviction cet après-midi, celle que nous partageons tous , c'est qu'une Europe réduite à une seule conception libérale, une Europe des intérêts, nous condamnerait nécessairement à un recul.

Voilà pourquoi nous ne nous résignons pas à laisser l'Europe aux mains des seules puissances d'argent et des intérêts financiers. Et voilà bien ce qui est au coeur de cette campagne électorale.

Il ne s'agit plus aujourd'hui de savoir si nous voulons ou si nous ne voulons pas faire l'Europe. Il s'agit de savoir qu'elle Europe nous voulons. Et pour cela de savoir par qui cette Europe doit être bâtie.

L'Europe est désormais plus une affaire d'acteurs que de programmes. Les objectifs communs à l'ensemble des forces de gauche, nous les avons définis. Une charte sociale, une politique plus offensive en matière d'environnement et d'écologie, des politiques plus respectueuses de la solidarité. Ces exigences, nous les avons exprimées dans les pages d'un manifeste européen voté à l'unanimité des socialistes des douze pays de la communauté.

Et bien au-delà comment ignorer que se constitue entre les partis, mais aussi les forces syndicales, le milieu associatif, une euro-gauche qui peut espérer un jour emporter la majorité non seulement au Parlement Européen mais dans la société toute entière.

Le héros assassiné d'une des nouvelles de Camus a tracé le dernier mot de sa lettre d'adieu : "solitaire" ou "solidaire". Les traces de la lutte ont effacé la seule lettre qui distingue les deux termes. Ainsi le sens du message est-il rendu incompréhensible.

De même, l'Histoire n'a pas encore fixé le cours définitif de notre marche. L'Europe est un mot menacé. Solitaire ? solidaire ? La lettre symbolique n'est pas encore définitivement écrite. A nous socialistes, sociaux démocrates, de l'imprimer.

C'est d'une double solidarité qu'il s'agit. Et par là je terminerai mon message :

Solidarité entre groupes sociaux de l'Europe. Cela nous l'appelons l'Europe du progrès social. Nous l'avons traduite par un appel solennel aux travailleurs. Nous voulons la façonner de Dublin à Malaga, de Brest à Hambourg , de Bruges à Athènes.

Plus de justice, plus d'égalité, plus de solidarité, plus d'attention portée aux problèmes des hommes et des femmes de ce continent. Avec ce caractère neuf que désormais le progrès social est au coeur d'une démarche d'efficacité économique.

Solidarité aussi entre Etats. Et puisqu'ici nous nous retrouvons à une même tribune, sachons convaincre l'opinion que nos différences mêmes cimentent notre démarche européenne. Car accepter nos différences, c'est s'enrichir de nos spécificités.

Mais il s'agit aussi d'une solidarité plus large. Car le monde entier a besoin de l'Europe, mais de l'Europe des socialistes et des sociaux démocrates.

Seule cette Europe est capable de répondre un jour à l'immense mouvement d'espoir né avec la Péréstroïka dans le monde communiste. De la même façon qu'en Europe le socialisme de la liberté de la responsabilité a finalement après 60 ans de lutte idéologique pris le dessus sur le communisme dépassé, de la même manière avec le temps qu'il faudra, le socialisme l'emportera. Il l'emportera en Pologne. Il l'emportera partout ailleurs.

Seule cette Europe est capable de répondre à ce qu'attendent ces milliers d'étudiants chinois et ces millions d'hommes et de femmes qui se relayent sur la place Tien an Men pour crier au monde leur volonté de liberté.

Seule cette Europe est capable de rééquilibrer un système financier écrasé par la charge de la dette, l'inégalité dans les échanges, les fluctuations des cours des matières premières.

Seule cette Europe est capable d'assurer les progrès du développement et donc ceux de la démocratie. Et tout particulièrement en Amérique Latine avec le retour prévisible de la démocratie au Chili. Et je le dis à mes amis Chiliens nombreux ici à Paris : nous serons tous à vos côtés pour cet immense évènement comme nous l'avons été il y a dix mois lors du référendum avec la même espérance, la même fidélité.

Solitaire, Solidaire. A son tour l'Europe connaît ce dilemme. Il est le grand enjeu de la période qui s'ouvre. Au moment où la France prend en charge à son tour la Présidence Européenne, je veux dire notre espoir et notre confiance au Président François Mitterrand à qui vont nos pensées affectueuses. Je veux dire aussi notre solidarité et notre amitié à Michel Rocard et à son gouvernement.

Ensemble nous avons à tracer la voie d'une nouvelle frontière, celle de la paix, de la justice et de la générosité. Aucun de nos Etats, aucun de nos partis n'est capable d'assurer seul le souffle nécessaire pour que l'univers ne s'embrace du message de liberté et de justice sociale.

L'Europe est le plus sûr espoir , pour nous socialistes, d'un progrès qui ne serait pas seulement à l'échelle de l'Europe mais à l'échelle du monde.

En se rendant au rendez-vous du 18 Juin, en témoignant de leur confiance à la liste conduite par Laurent Fabius, je ne doute pas que les Français auront à coeur de choisir cet avenir.

Car le choix est là, car il faut toujours choisir, entre la vieille terre d'Europe, terre de droite, terre d'inégalités, terre de privilèges, ou la nouvelle terre, terre des travailleurs, terre des citoyens, terre de progrès social, de justice et de paix.